

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2890

18 novembre 2013

SOMMAIRE

Art et Média Finance Sàrl	138679	Global Family Strategy II	138677
ASInstitute Sàrlu	138679	Global Funds	138677
Axsol Group S.A.	138682	Green Tree Fund SICAV SIF S.A.	138683
Bathmann S.A.	138674	Hydrotec-Assainissement S.à r.l.	138684
Bellux Limousines Services S.à r.l.	138682	Hypernion Sicav	138674
Bluelark Property S.à r.l.	138681	Infomail S.A.	138720
B.M.F. Services S.A.	138682	Inluam S.à r.l.	138684
Chauffage Sauerwiss S.A.	138681	JFA & Interfaces Est.	138719
Chauffage Sauerwiss S.A.	138678	KBC Money	138675
Christophe de Schräiner S. à r.l.	138680	Kival Spain S.C.A.	138676
Come Prima S.à.r.l.	138682	Luxembourg Fund Services	138705
Confidential Holding S.A.	138681	Nordlux Pro Fondsmanagement	138678
Confidential Holding S.A.	138680	Nordlux Pro Fondsmanagement	138679
Consolidated Lamda Holdings S.A.	138681	Nordlux Pro Fondsmanagement	138677
Co-Ordination Luxembourg S.A.	138681	Nordlux Pro Fondsmanagement	138678
Coordination-Rénovation S.à r.l.	138680	Nordlux Pro Fondsmanagement	138678
CP Finance Luxembourg S.à r.l.	138680	PE développement Sàrl	138719
CVI GVF (Lux) Master S.à r.l.	138680	Quoniam Funds Selection SICAV	138675
Datogon S.A.	138677	Revel Group	138717
D.E.H. Holdings Sàrl	138679	SAACEL	138718
Discovery S.A.	138676	SCP Investments	138717
DS Smith (Luxembourg) S.à r.l.	138683	Sebino Properties S.à r.l.	138718
Felten-Stein S.A.	138683	SE LUX 2013	138718
Finext Funds Luxembourg SICAV-SIF ..	138689	Serden & Associés s.à r.l.	138718
First German Financial Support S.à r.l. ..	138685	Steel Invest & Finance (Luxembourg) S.A.	138718
First German Holding S.à r.l.	138684	Stibbe Avocats S.à r.l.	138707
Foncière- T.M.G.F. S.A.	138720	TOPstone S.A.	138687
Frères S.A.	138683	Varius	138676
FS Invest S.à r.l.	138682	Viking Finance Holding S.à r.l.	138720
Fundgesco	138683	Woodimmo S.A.	138679
Ganylux S.A.	138684	Zephyr'07-S.A. SICAV-SIF	138674
Garage André Claren Sàrl	138684		

Bathmann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 112.154.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE Ordinaire
qui aura lieu le 4 décembre 2013 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013158314/1023/17.

Zephyr'07-S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 129.886.

As the annual accounts was not available for the first annual general meeting, we are pleased to convene you to the
SECOND ANNUAL GENERAL MEETING
which will be held on 19 December 2013 at 3:00 p.m. at the registered office of the Company with the following agenda

Agenda:

1. Hearing of the reports of the board of directors and of the independent auditor
2. Approval of the annual accounts as at 31 March 2013 and allocation of the results
3. Discharge to be granted to the directors
4. Statutory appointments
5. Miscellaneous

Decisions on all items of the agenda require no quorum of presence and are adopted at the simple majority of the votes cast at the Meeting. Each share is entitled to one vote. Proxies are available at the registered office of the Company.

Référence de publication: 2013158318/755/18.

Hypernion Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 130.008.

Le Conseil d'Administration de HYPERNION SICAV (la " SICAV ") a décidé de soumettre la question de la dissolution de la SICAV à l'Assemblée Générale des actionnaires.

En conséquence, les actionnaires de la SICAV sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 28 novembre 2013 à 14h30 au siège social de la SICAV, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la SICAV;
2. Nomination de PricewaterhouseCoopers, Société coopérative représentée par Madame Anne Laurent en tant que liquidateur sous réserve de l'approbation de la CSSF;
3. Détermination des pouvoirs et de la rémunération du liquidateur;
4. Nomination de KPMG Luxembourg S.à.r.l. en tant que Réviseur à la liquidation;
5. Divers.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 des statuts de la SICAV, le calcul de la valeur nette d'inventaire, l'émission, le rachat et la conversion des actions de la SICAV peuvent être suspendus dès la publication de l'avis de convocation d'une assemblée générale des actionnaires appelée à délibérer sur la dissolution de la SICAV. Par conséquent, les action-

naires sont informés que le calcul de la valeur nette d'inventaire des actions et l'émission, le rachat et la conversion d'actions de la SICAV sont suspendus à partir du 6 novembre 2013.

L'Assemblée ne pourra délibérer valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres auprès de la Banque Degroof Luxembourg S.A. cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Enfin, les actionnaires de la SICAV sont également informés que les frais relatifs à la liquidation de la SICAV ont été provisionnés dans la valeur nette d'inventaire du compartiment Fund of Funds de la SICAV calculée le 2 octobre 2013.

Luxembourg, le 6 novembre 2013.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013153510/755/30.

KBC Money, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 30.382.

Nous avons l'honneur de vous convier à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires de la Société (l'Assemblée) qui se tiendra au siège social le 4 décembre 2013 à 11h00 (heure de Luxembourg) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Prise de connaissance du rapport d'activité du conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2013 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Divers

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et sont adoptées à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège social de la Société.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur un jour ouvrable avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Référence de publication: 2013158317/755/20.

Quoniam Funds Selection SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.455.

Einberufung zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre welche am 27. November 2013 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz stattfindet und folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung:

1. Entgegennahme des Berichtes des Verwaltungsrates
2. Entgegennahme des Berichtes des Wirtschaftsprüfers
3. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 30. September 2013
4. Beschluss über die Verwendung des Ergebnisses des am 30. September 2013 endenden Geschäftsjahres
5. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
6. Bestellung des Wirtschaftsprüfers
7. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keinen Anwesenheitsbedingungen und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestands-bescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestands-bescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können am Sitz der Gesellschaft unter der Telefonnummer 00352-2640-3009 oder unter der Faxnummer 00352-2640-2818 angefordert werden.

138676

Aktionäre, die an der Generalversammlung persönlich teilnehmen möchten, werden gebeten, sich fünf Tage vor der Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft unter den zuvor genannten Kontaktdaten anzumelden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013154490/755/29.

Discovery S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 28.991.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 26 novembre 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2013.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013154487/1023/16.

Kival Spain S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.847.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE Extraordinaire

qui se tiendra le 27 novembre 2013 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rachat forcé de 628 actions en conformité avec les articles 13 et 15 des Statuts Coordonnées au 15 décembre 2011
2. Exclusion de certains Associés Commanditaires en conformité avec les articles 13, 14 et 15 des Statuts Coordonnées au 15 décembre 2011
3. Acceptation de la démission de M. Juan Pablo ROMAGUERA en tant que membre du Conseil de Surveillance et acceptation de la nomination de Mme Christine JUTARD en son remplacement
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013155713/795/18.

Varius, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 30.661.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 29 novembre 2013 à 10.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30.09.2013
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013153889/755/25.

Global Family Strategy II, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 14 octobre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, octobre 2013.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2013140648/10.

(130171169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Nordlux Pro Fondsmanagement, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Nordlux Pro Fondsmanagement – Nordlux Strategie a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013156104/9.

(130190989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Datogon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 127.767.

Die Gesellschafter berufen Frau Anja Müller (geschäftsansässig: 38, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg) ab dem 1. November 2013 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014 zum neuen Mitglied des Verwaltungsrates.

Luxembourg, den 22. Oktober 2013.

Datogon S.A.

Anja Müller / Katja Wilbert

Référence de publication: 2013154647/13.

(130189156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2013.

Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 137.245.

*Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen
Generalversammlung der Aktionäre am 25. September 2013*

Folgende Beschlüsse wurden in der ordentlichen Generalversammlung am 25. September 2013 einstimmig von den Aktionären der Gesellschaft gefasst:

- Bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2018 sind zu Mitgliedern des Verwaltungsrates folgende Personen berufen worden:

* Herr Eugen Lehnertz (geschäftsansässig in L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours)

* Herrn Arnd Brüggewirth (geschäftsansässig in L-1855 Luxembourg, 38, avenue John F. Kennedy)

* Herrn Jens-Uwe Wächter (geschäftsansässig in L-1855 Luxembourg, 38, avenue John F. Kennedy).

- Die Generalversammlung beschließt, KPMG Luxembourg Sàrl, mit Sitz in L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer, zum Wirtschaftsprüfer zu bestellen. Das Mandat endet, wenn eine gegenteilige Beschlussfassung erfolgt.

Luxembourg, den 25. September 2013.

Global Funds SICAV

Gerd Kiefer / Katja Wilbert

Référence de publication: 2013154144/21.

(130189151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

Nordlux Pro Fondsmanagement, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Nordlux Pro Fondsmanagement – Nordlux Renten a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013156105/9.

(130190990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Nordlux Pro Fondsmanagement, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Nordlux Pro Fondsmanagement – Nordlux Pro 100 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013156106/9.

(130190991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Nordlux Pro Fondsmanagement, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Nordlux Pro Fondsmanagement – Nordlux Pro 60 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013156107/9.

(130190992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Chauffage Sauerwiss S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.401.837,88.

Siège social: L-1278 Luxembourg, 5, rue Tony Bourg.

R.C.S. Luxembourg B 51.677.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires tenue à Luxembourg le 19 septembre 2013 à 18.30 heures*

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Messieurs Daniel MILTGEN, Michel MARCHAND et Daniel REDING. Ces mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2013.

L'Assemblée mandate le Commissaire HRT Révision pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2013.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013143313/17.

(130175245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Nordlux Pro Fondsmanagement, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Nordlux Pro Fondsmanagement – Nordlux Pro 30 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013156108/9.

(130190993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Woodimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 94.198.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013142550/10.

(130172972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

ASInstitute Sàrlu, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 17, boulevard Dr. Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 117.852.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ASINSTITUTE SARLU

Société à responsabilité limitée unipersonnelle

Référence de publication: 2013143224/13.

(130174927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Art et Média Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 54.911.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2013143223/11.

(130175547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

D.E.H. Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 10.013.517,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 62.815.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143341/11.

(130174900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Coordination-Rénovation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7661 Medernach, 22A, rue de Larochette.

R.C.S. Luxembourg B 102.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COORDINATION-RENOVATION S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013143328/11.

(130175261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

CP Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 19.672.900,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.034.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la société en date du 7 octobre 2013

Par résolutions circulaires, le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Sébastien Jean-Jacques Joseph Ghislain FRANCOIS, gérant B de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143331/14.

(130175410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

CVI GVF (Lux) Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 119.271.

Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143338/9.

(130174740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Confidential Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 158.903.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143325/9.

(130175576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Christophe de Schräiner S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8181 Kopstal, 98, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 102.912.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CHRISTOPHE DE SCHRÄINER S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013143314/11.

(130175254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Co-Ordination Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 75.287.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143317/9.

(130174769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Chauffage Sauerwiss S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 74, Mühlenweg.
R.C.S. Luxembourg B 51.677.

Compte-rendu du conseil d'administration de la réunion du 18 juillet 2013

Présents: D. MILTGEN, M. MARCHAND, D. REDING

1) Transfert du siège social

Le Conseil prend la décision de transférer le siège de la société au 74, Mühlenweg, L-2155 Luxembourg.

Daniel MILTGEN

Président du conseil d'administration

Référence de publication: 2013143312/13.

(130175245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Consolidated Lamda Holdings S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 70.496.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 10 octobre 2013

L'Assemblée renouvelle le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.r.l comme commissaire aux comptes.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013143326/13.

(130174934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Confidential Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 158.903.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143324/9.

(130175575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Bluelark Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 126.921.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Bluelark Property S.à r.l.

Référence de publication: 2013143259/10.

(130175447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

B.M.F. Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 38.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143233/10.

(130175583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Axsol Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 144.969.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 21 mai 2013

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Bruno LAZZARI, avec adresse professionnelle à L-8821 KOETSCHETTE, rue de Martelange, Z.I. du Riesenhaeff, comme Président du Conseil d'Administration pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013143230/14.

(130174698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Bellux Limousines Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 2, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 105.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143250/10.

(130174665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Come Prima S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 32, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 57.063.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143319/9.

(130175525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

FS Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 107.851.

Statuts coordonnés, suite à une constatation d'augmentation de capital reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 juin 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013143455/11.

(130175045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Fundgesco, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 152.326.

Le nom de l'associé de la société a été modifié lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 septembre 2013. Le nouveau nom de l'associé est Trident Trust Holding (Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Capellen, le 14 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143457/11.

(130175091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Frères S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8147 Bridel, 23, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 141.622.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143454/9.

(130175022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

DS Smith (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 494.285.570,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 93.199.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 25 septembre 2013

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Aidan FOLEY, gérant B de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143374/14.

(130175366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Felten-Stein S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1818 Howald, 14, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 54.920.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143439/9.

(130174866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Green Tree Fund SICAV SIF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 163.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Green Tree Fund Sicav Sif S.A.

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013143475/11.

(130175252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

First German Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 165.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013143445/9.
(130175050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Garage André Claren Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9209 Diekirch, 62, Bamertal.
R.C.S. Luxembourg B 157.773.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.
259 ROUTE D'ESCH
L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2013143480/13.
(130175136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Ganylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 12-14, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 122.183.

Les comptes annuels au 31 mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143478/10.
(130174973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Hydrotec-Assainissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6981 Rameldange, 14, Appelwee.
R.C.S. Luxembourg B 155.557.

Les comptes annuels au 30/06/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013143515/11.
(130174916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Inluam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 153.471.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 20 juin 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013143520/11.
(130174807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

First German Financial Support S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill.
R.C.S. Luxembourg B 181.482.

—
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend dreizehn, den fünften November.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft deutschen Rechts SUCCESSUS Beteiligungsgesellschaft mbH, mit Sitz in D-19205 Gadebusch, Erich-Weinert-Strasse, 14, eingetragen beim Handelsregister B des Amtsgerichts Schwerin unter der Nummer B 11.340, hier vertreten durch Frau Mariette SCHOU, Privatangestellte, beruflich ansässig in L-6475 Echternach, 9 Rabatt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 28. Oktober 2013,

welche Vollmacht, nach gehöriger „ne varietur“ Paraphierung durch die Komparentin und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben eingetragen zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar ersuchte, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung „First German Financial Support S.à r.l.“.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher.

Er kann durch eine Entscheidung des oder der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräussern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzenden Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt massgeblich beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft ist desweiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen oder Immobilien-Transaktionen zu tätigen, welche mit dem Gesellschaftszweck verbunden werden können und der Entwicklung der Gesellschaft förderlich sind.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500,-), aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125,-), welche integral durch die Gesellschaft deutschen Rechts SUCCESSUS Beteiligungsgesellschaft mbH, mit Sitz in D-19205 Gadebusch, Erich-Weinert-Strasse, 14, eingetragen beim Handelsregister B des Amtsgerichts Schwerin unter der Nummer B 11.340, übernommen wurden.

Art. 7. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar.

Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäss Artikel 200-2 des Gesetzes vom 18. September 1933 sowie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

Art. 9. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt, gemäss den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äussern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Unkosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter beziehungsweise dem alleinigen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 13. Beim Ableben des alleinigen Gesellschafters oder einem der Gesellschafter erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der alleinige Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 15. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Einzahlung des Gesellschaftskapitals

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500,-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr ein tausend Euro (€ 1.000,-).

Erklärung

Die Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, erklärt, dass der unterfertigte Notar ihr Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handelsermächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Sofort nach der Gründung, hat die alleinige Gesellschafterin, vertreten wie vorerwähnt, folgende Beschlüsse gefasst:

a) Zum Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Jörg WIENEKE, Diplomkaufmann, geboren in Todenbüttel (Deutschland), am 14. Juni 1962, wohnhaft in D-54296 Trier, Addi-Merten-Str. 2.

b) Die Gesellschaft wird in allen Fällen durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers rechtsgültig vertreten und verpflichtet.

c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 7 novembre 2013. Relation: ECH/2013/2055. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 8. November 2013.

Référence de publication: 2013157256/123.

(130192502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2013.

TOPstone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 29, Parc d'Activités Mamer-Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 94.565.

L'AN DEUX MILLE TREIZE

LE VINGT-QUATRE OCTOBRE.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussignée.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée") de la société TOPstone S.A., une société anonyme ayant son siège social au 29, Parc d'Activités Mamer-Capellen, L-8308 Capellen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 94565, constituée sous la dénomination de TOP GRANIT S.A., suivant acte notarié du 4 juillet 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 835 du 13 août 2003.

Les statuts ont été modifiés par acte notarié du 31 décembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 621 du 1^{er} avril 2011.

Le capital social de la société est de cent mille euros (EUR 100.000,-) représenté par mille (1.000) actions sans valeur nominale, entièrement souscrites et libérées.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Marc HILGERT, demeurant professionnellement à Capellen, qui désigne comme secrétaire

Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jérôme LAUX, employé, demeurant professionnellement à Capellen.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du projet d'apport de branche d'activités tel qu'il a été publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations le 5 juillet 2013, numéro 1603;

2. Constatation de la réalisation de l'apport de la branche d'activités commerciales de la société TOPstone S.A. (société apporteuse) à la société TOPstone exploitation S.à r.l. (société bénéficiaire) à la date de l'assemblée des deux sociétés concernées;

3. Confirmation de la renonciation donnée par l'actionnaire de la Société, par laquelle il renonce, expressément et inconditionnellement, en application de l'article 296 de la Loi sur les Sociétés, à l'application des dispositions des Articles 293, 294 paragraphes (1), (2) et (4) et 295 paragraphes (1) c), d) et e) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

4. Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les

actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Le Président expose ensuite que:

1. le projet d'apport de la branche d'activités de la société TOPstone S.A. à la société TOPstone exploitation S.à r.l. une société ayant son siège social au 29, Parc d'Activités Mamer-Capellen, L-8308 Capellen, inscrite au R.C.S. Luxembourg, Section B n o 173.999 établi par les Conseils d'Administration/de gérance des deux sociétés et reçu par le notaire soussigné en date du 27 juin 2013, a été publié au Mémorial C n o 1603 du 5 juillet 2013,

2. en exécution de l'article 308bis-3 de la loi du 10 août 1915 (la "Loi") concernant les sociétés commerciales, TOPstone S.A. et TOPstone exploitation S.à r.l." ont décidé d'un commun accord de soumettre l'opération aux dispositions des articles 285 à 307, hormis l'article 303 de la Loi. L'apport entraîne de plein droit le transfert à la Société des actifs et passifs qui s'y rattachent.

3. le projet d'apport, les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion des trois derniers exercices des deux sociétés ont été déposés pendant le délai légal aux sièges sociaux de celles-ci à la disposition des actionnaires.

Une attestation certifiant leur dépôt au siège restera annexée aux présentes.

Ces faits reconnus exacts par l'Assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée approuve l'apport de la branche d'activités commercial de la société TOPstone S.A. (société apporteuse) à la société TOPstone exploitation S.à r.l. (société bénéficiaire) conformément au projet établi par les Conseils d'Administration des deux sociétés et reçu par acte du notaire soussigné du 27 juin 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1603 du 5 juillet 2013.

Deuxième résolution

L'Assemblée constate que l'apport de la branche d'activités tel que décrit dans le projet deviendra définitif avec l'approbation concordante par l'assemblée générale de la société bénéficiaire, devant se tenir ce jour.

En conséquence, la branche d'activité commerciale et les actifs et passifs qui s'y rattachent seront transférés de plein droit à TOPstone exploitation S.à r.l. sans dissolution de la société apporteuse TOPstone S.A.

Troisième résolution

L'assemblée confirme qu'en vertu de l'article 296 de la loi sur les sociétés, que les actionnaires, par déclaration faite par écrit en date du 18 octobre 2013, ont renoncé à l'application de l'article 293, de l'article 294 paragraphes (1) (2) et (4) et de l'article 295 paragraphe 1^{er} c) d) et e) de cette loi.

Une copie de ladite déclaration restera ci-annexée.

Quatrième résolution

L'Assemblée constate qu'au point de vue comptable, l'apport prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2013 et qu'à partir de cette date, les activités de la branche apportée seront réputées effectuées par la société bénéficiaire.

Les parts sociales nouvellement émises par la société bénéficiaire (toutes attribuées à son associé unique à savoir TOPstone S.A. ("la société apporteuse") en rémunération de cet apport, auront le droit de participer aux bénéfices à partir de cette date d'effet.

Déclaration du notaire

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'article 300 (2) de la Loi concernant les sociétés commerciales avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux Sociétés impliquées dans l'apport ainsi que du projet d'apport.

Evaluation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société sont estimés à environ EUR 1.300.-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, les membres du bureau, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. HILGERT, B. TASSIGNY, J. LAUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 25 octobre 2013. Relation: RED/2013/1778. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé) T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 30 octobre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013152195/98.

(130185488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Finext Funds Luxembourg SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.461.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty ninth day of October.

Before the undersigned Mr. Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

FINEXT Consultants Limited, a company incorporated and existing under the laws of Cyprus, having its registered office at Kyriakou Matsi 16, Eagle House, 10th floor, Agioi Omologites, P.C. 1082 Nicosia, Cyprus duly represented by Ms. Tracey McDermott by virtue of a proxy given by Gábor Futó on 10th October 2013 in Herzliya and Edward Camillieri on 7th October 2013 in Malta. The aforementioned proxy will remain attached to this document to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated above, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a public limited company:

Preliminary Title. Definitions

2007 Law: the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as the same may be amended from time to time

Accounting Currency: the currency of consolidation of the Company is the Euro unless otherwise determined by the Board of Directors

Articles of Incorporation: the articles of incorporation of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time

Auditor: the auditor of the Company qualifying as an independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) as described in the Prospectus

Board of Directors: the board of directors of the Company

Business Day: a day (except a Saturday and Sunday) on which the banks and regulated exchanges and markets in Luxembourg are open for normal banking and exchange business or such other place(s) as may be determined by the Board of Directors in relation to any Class of Shares

Central Administrative Agent: any entity appointed, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as domiciliary and corporate agent, administrative agent and registrar of the Company in Luxembourg, or such entity as may subsequently be appointed to act in such capacity

Class(es): one or more classes of Shares that may be available in each Sub-Fund, whose assets shall be commonly invested according to the investment objective of that Sub-Fund, but where a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target investor, denomination currency or hedging policy shall be applied as further detailed in the Prospectus

Closing Date: The date upon which the Initial Offering Period closes with regard to each Class of each Sub-Fund as further detailed in the Prospectus, or such other dates as the Directors may determine

Company: FINEXT FUNDS LUXEMBOURG SICAV-SIF, a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fond d'investissement spécialisé) incorporated as a public limited liability company (société anonyme)

Custodian: such credit institution within the meaning of Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be appointed as custodian of the Company by the Board of Directors in accordance with Luxembourg laws and regulations

Cut-Off-Time: the deadline for a Subscription Day and/or Redemption Day, as specified for each Class of Share of a Sub-Fund in the Prospectus, before which applications for subscription, redemption, or conversion of Shares of any Class in any Sub-Fund must be received by the Registrar and Transfer Agent in order to be dealt with on that Subscription Day and/or Redemption Day, as further specified for each Sub-Fund in the Prospectus

Director: a member of the Board of Directors of the Company

Euro: the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome on 25 March 1957) as the same may be amended from time to time

Financial Year: the financial year of the Company, beginning on first of January and ending on thirty-first December of each year or such other dates as the Board of Directors may determine from time to time and the first financial year will begin on the date of the formation of the Company and will end on the thirty-first day of December 2013 and the first full set of the audited annual accounts will be prepared for the period up to or ending on the thirty-first day of December 2013.

First Offering: the first date determined by the Company from which applications in relation to the first issuance of Shares in any Class of any Sub-Fund may be received and accepted by the Company, as specified for each Class of each Sub-Fund in the Prospectus

Initial Offering Period: is the initial offer period during which the Shares of any Class may be issued at the Initial Price as specified for each Class of Share of any Sub-Fund in the Prospectus, starting from the First Offering and ending on the Closing Date

Initial Price: the subscription price at which the Shares of any Class of any Sub-Fund are issued during the Initial Offering Period, as described in the Prospectus

Minimum Additional Subscription: a minimum number of additional Shares or amount in the Reference Currency or Other Denomination Currency, which existing Shareholders must subscribe in a Sub-Fund or Class in which they are currently invested, as further detailed for the respective Sub-Fund/Class in the relevant Prospectus

Minimum Holding Amount: a minimum number of Shares or amount in the Reference Currency or Other Denomination Currency, which a Shareholder must hold in a given Sub-Fund or Class as further detailed for the respective Sub-Fund/Class in the Prospectus

Minimum Holding Period: is a minimum holding period after the date of original subscription for Shares as further detailed for the respective Sub-Fund/Class in the relevant Prospectus

Minimum Subscription: a minimum number of Shares or amount in the Reference Currency or Other Denomination Currency, which a Shareholder must subscribe in a Sub-Fund or Class as further detailed for the respective Sub-Fund/Class in the relevant Prospectus

Net Asset Value: the net asset value of a given Sub-Fund or Class of Share as determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

Other Denomination Currency: another denomination currency in which the Board of Directors may decide to calculate the Net Asset Value per Share of one or more Sub-Funds/Class(es) in addition to the Reference Currency as further detailed for the respective Sub-Funds/Classes of Shares in the Prospectus. The Net Asset Value calculated in an Other Denomination Currency is the equivalent of the Net Asset Value in the Reference Currency converted at the prevailing exchange rate on the relevant Valuation Day.

Portfolio Manager: Any entity to whom the Board of Directors has delegated the discretionary investment management of the assets of one or more Sub-Funds, as specified for each Sub-Fund in the Prospectus

Prohibited Person: any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Board of Directors such holding may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any person, firm, partnership or corporate body, which does not meet the definition of Well-Informed Investors as described below

Prospectus: the prospectus of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time and any reference herein to Prospectus shall include, where appropriate, a reference to a Sub-Fund Supplement

Reference Currency: the currency in which the Net Asset Value of each Sub-Fund is denominated, as specified for each Sub-Fund in the Prospectus

Redemption Day: The Business Day on which redemption requests are accepted by the Company following a Valuation Day for each relevant Class of Share of a Sub-Fund as specified in the relevant Sub-Fund Supplement to the Prospectus and such other day or days as the Board may determine in their absolute discretion from time to time on a case by case basis or generally

Redemption Price: the price at which the Shares are redeemed, as described in the Prospectus

Registrar and Transfer Agent: any entity appointed, in accordance with Luxembourg laws and regulations to act as registrar and transfer agent of the Company in Luxembourg, or such other entity as may subsequently be appointed to act in such capacity

Share(s): a share of any Class of any Sub-Fund in the capital of the Company, the details of which are specified in the Prospectus. For the avoidance of doubt, reference to "Share(s)" includes references to any Class(es) when reference to specific Class(es) is not required

Shareholder(s): the holder of one or more Shares of any Sub-Fund in the capital of the Company

Sub-Fund: any sub-fund of the Company, the details of which are specified in the Prospectus

Sub-Fund Supplements: the supplements of the Prospectus in which the specific features of the various Sub-Funds and Classes are set forth

Subscription Price: the subscription price at which the Shares of any Class are offered after the relevant Closing Date as further described in the Prospectus
Subscription Day: means the Business Day on which subscription requests are accepted by the Company following a Valuation Day, and subject to a notice period, for each relevant Class of Share of a Sub-Fund as specified in the relevant Sub-Fund Supplement to the Prospectus and such other day or days as the Board may determine in their absolute discretion from time to time on a case by case basis or generally

Subsidiary: any local or foreign corporation or partnership or other entity (including for the avoidance of doubt any Wholly Owned Subsidiary) (a) in which the Company holds, through one or more Sub-Funds, in aggregate more than 50% of the voting rights; or (b) which is otherwise controlled by the Company, and which in either case also meets all of the following conditions:

- i. it does not have any activity other than the holding of investment instruments, which qualify under the investment objective and policy of the Company and the relevant Sub-Fund(s);
- ii. the majority of the managers or board members of such subsidiary are board members of the Company, except to the extent that this is not practicable for tax or regulatory reasons;
- iii. to the extent required under applicable laws and regulations, the accounts of such subsidiary are audited by or under the supervision of the auditor of the Company; and
- iv. to the extent required under applicable laws and regulations, such subsidiary is consolidated in the annual accounts of the Company;

Any of the above mentioned local or foreign corporation or partnership or other entity shall be deemed to be "controlled" by the Company if (i) it has the right to appoint or remove a majority of the members of the managing body of that entity or (ii) it controls more than 50% of the voting rights in that entity pursuant to an agreement with the other Shareholders.

USD: the lawful currency of the United States of America

US Person: Any natural person resident in the United States, any partnership or corporation organised or incorporated under the laws of the United States, any estate of which any executor or administrator is a US Person, any trust of which any trustee is a US Person, any agency or branch of a foreign entity located in the United States, and any person, corporation, partnership or other entity or account otherwise defined as a US Person in Rule 902(k) of Regulation S of the United States Securities Act of 1933.

Valuation Day: the Business Day immediately preceding a Subscription Day, Redemption Day and such other day(s) as specified for each Class of Share of a Sub-Fund in the Prospectus or as the Board of Directors may in their absolute discretion determine on a case by case basis for the purpose of the calculation of the Net Asset Value per Share of any Class of any of the Sub-Funds according to the Prospectus

Well-Informed Investor: has the meaning ascribed to it in the 2007 Law, and includes:

- (a) Institutional investors;
- (b) professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and
- (c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (a) has declared in writing his adhesion to the status of well-informed investor; and (b) (i) invests a minimum of EUR 125,000.- in the Company; or (ii) he has obtained an assessment from a credit establishment as defined in the directive 2006/48/CE, from an investment firm as defined in directive 2004/39/CE, or from a management company as defined in directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge to appraise in an appropriate manner an investment in the Company.

Wholly Owned Subsidiary: means any company or entity in which the Company has a one hundred percent (100%) ownership interest

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. The Company is hereby formed as a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital) under the name of FINEXT FUNDS LUXEMBOURG SICAV-SIF. The Company shall be governed by the 2007 Law.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors are authorised to transfer the registered office of the Company to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Board of Directors.

Branches, Subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors. In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The main purpose of the Company is to invest the funds available in a wide range of securities and other assets eligible under the 2007 Law, with the objective of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets. The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Sub-Funds - Classes of Shares. The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 11 of these Articles of Incorporation. The subscribed capital must reach one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) within the first twelve months following its approval by the Luxembourg supervisory authority, and thereafter may not be less than this amount.

The initial share capital of the Company shall be set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by six hundred (600) fully paid up Shares. The initial share capital may automatically be redeemed by FINEXT Consultants Limited at any time following the Closing Date.

For consolidation purposes, the Accounting Currency of the Company is EUR. The share capital of the Company may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up Shares or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

The Board of Directors of the Company may, at any time in its sole discretion, establish several pools of assets, each constituting a Sub-Fund (compartment) within the provisions of the 2007 Law.

The Board of Directors shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-Fund. The right of Shareholders and creditors relating to a particular Sub-Fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of such Sub-Fund. The assets of a Sub-Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Sub-Fund. In the relation between Shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity.

The Board of Directors may, at any time in its sole discretion, issue different Classes of Shares within one or more Sub-Funds, which may differ, inter alia, in their fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the Prospectus. Each Share may be sub-divided into one or several Classes as more fully described in the Prospectus. The proceeds of the issue of each Class of Share of a given Sub-Fund shall be invested, in accordance with article 4 of these Articles of Incorporation, in securities of any kind and other assets permitted by the 2007 Law, pursuant to the investment objective and policy determined by the Board of Directors for the Sub-Fund established in respect of the relevant Class(es) of Share, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the aggregate of the net assets of all Classes of all Sub-Funds.

Art. 6. Form of Shares. The Company shall issue Shares of each Sub-Fund and each Class in registered form only and no certificates shall be issued. However, the Board of Directors may, at any time and in its sole discretion, resolve to issue certificates in respect of part or all of the Shares of any Class. All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him, the Class of each such Shares and the amount paid up on each Share, the transfer of Shares and the dates of such transfer.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. The Company treats the registered owner of a Share as the absolute and beneficial owner thereof unless where it is required to do otherwise by any relevant applicable law.

Any transfer of registered Shares shall be subject to the approval of the Board of Directors and no Shares may be transferred other than as permitted under Article 10. Any transfer of registered Shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept and enter in the register of Shareholders a transfer on the basis of correspondence or other documents of transfer recording the agreement of the transferor and transferee as evidence of transfer satisfactory to the Company. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any Director or any officer of the Company or by any other person duly authorized thereto by the Board of Directors. Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Shares up to four 4 decimals. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the relevant Class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorised, without any limitation, to issue at any time Shares of no par value fully paid up, in any Class and in any Sub-Fund, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares in any Sub-Fund, Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus.

The Board of Directors may in its absolute discretion without liability reject any subscription in whole or in part, and the Board of Directors may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

The Board of Directors may, in the course of its sales activities and at its sole discretion, cease issuing Shares, refuse subscription applications in whole or in part and suspend or limit, in compliance with article 12 of these Articles of Incorporation, their sale to individuals or corporate bodies in particular countries or areas, for specific periods or permanently.

Furthermore, the Board of Directors may impose conditions on the issue of Shares in any Sub-Fund and/or Class (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix a Minimum Subscription amount and Minimum Additional Subscription amount of any additional investments, as well as a Minimum Holding Amount and Minimum Holding Period which any Shareholder is required to comply with.

The Board of Directors may also, in respect of any one given Sub-Fund and/or Class of Share, levy an issuing commission and or dilution levy and has the right to waive partly or entirely this subscription charge or levy. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Prospectus. The Board of Directors will fix a First Offering date and a Closing Date (being the Initial Offering Period) during which the Shares of any Class in any Sub-Fund will be issued at a fixed price (i.e. the Initial Price), plus any applicable fees, commissions and costs, as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus.

After the relevant Closing Date (being the end of the Initial Offering Period), Shares of any Class shall be issued at the Net Asset Value per Share of the relevant Class of the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with article 11 of these Articles of Incorporation as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors shall from time to time determine (i.e. the Subscription Price). The Board of Directors may decide to extend the Initial Offering Period as disclosed in the Prospectus.

The Board of Directors may decide to increase the Subscription Price by any fees, commissions and costs as disclosed in the Prospectus. No Shares will be issued during any period when the dealings of the Company in relation to the relevant Class and/or Sub-Fund is suspended or the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant Sub-Fund and/or Class is suspended pursuant to the provisions of article 12 of these Articles of Incorporation.

For the avoidance of doubt, when the Company offers Shares after the Closing Date (being the end of the Initial Offering Period), applications received by the Company or its duly authorised agents in Luxembourg by the Cut-Off-Time

before the relevant Subscription Day (as specified in the Prospectus and relevant Sub-Fund Supplement) will be dealt with on that Subscription Day at the Subscription Price of the relevant Class of the relevant Sub-Fund prevailing on the immediately preceding Valuation Day.

Any application received after the relevant Cut-Off-Time on a Subscription Day will be processed on the next Subscription Day on the basis of the Subscription Price per Share determined on the immediately preceding Valuation Day.

The issue price (be it the Initial Price or the Subscription Price) must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors and described in the Prospectus, and in any case the issue price will be payable no later than 2 Business Days prior to the relevant Subscription Day.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them where applicable.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé. Specific provisions relating to in kind contribution will be detailed in the Prospectus.

Art. 8. Redemption of Shares. Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation.

In any case, the right of any Shareholder to require the redemption of its Shares will be suspended during any period in which the dealings of the Company in relation to the relevant Class and/or Sub-Fund is suspended or the determination of the Net Asset Value of the relevant Class and/or Sub-Fund is suspended by the Company pursuant to article 12 of these Articles of Incorporation.

The Redemption Price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class of the relevant Sub-Fund on the relevant Valuation Day determined in accordance with the provisions of article 11 of these Articles of Incorporation, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the Prospectus. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors may determine.

For the avoidance of doubt, redemption requests received by the Company or its duly authorised agents in Luxembourg on a Redemption Day before the relevant Cut-Off-Time (as specified in the Prospectus and relevant Sub-Fund Supplement) will be dealt with on that Redemption Day at the Redemption Price of the relevant Class of the relevant Sub-Fund prevailing on the immediately preceding Valuation Day (after deduction of redemption fees and charges if any).

Any redemption requests received after the relevant Cut-Off-Time for a Redemption Day will be processed on the next Redemption Day at the Redemption Price of the relevant Class of the relevant Sub-Fund prevailing on the Valuation Day immediately preceding such Redemption Day (after deduction of redemption fee if any).

The Redemption Price per Share shall be paid, without interest, within a period of time determined by the Board of Directors which shall not exceed 24 Business Days from the relevant Redemption Day, in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine, provided that the Share transfer documents have been received by the Company.

Payment of the Redemption Price to Shareholders will be executed in cash, in kind, or both in kind and cash as set out hereinafter. Payments in cash will be made either in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund or, if available, in the Other Denomination Currency. In addition, payment may also be made in one of the major freely convertible currencies if requested by the Shareholder(s) at the time of giving the redemption instruction with the agreement of the Registrar and Transfer Agent and the Board of Directors at the investor's cost and risk.

Payment in kind will be made at the discretion of the Company and may be satisfied by allocating to the relevant Shareholder assets of the relevant Sub-Fund equal in value (as calculated in the manner described in article 11 of these Articles of Incorporation) as of the Valuation Day with respect to which the Redemption Price is calculated, to the Net Asset Value of the Shares to be redeemed minus any applicable redemption fee and charge. The nature and type of any assets to be transferred in such cases shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the relevant Class, and the valuation used may be confirmed by a special report of the Auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee.

The Company shall endeavour that at all times each Sub-Fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of Shares.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class or Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus, the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class and/or Sub-Fund. Further, if on any Redemption Day redemption requests pursuant to this article 8 exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number of Shares in issue of a specific Class or Sub-Fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be

in the best interests of the relevant Sub-Fund. On the next Redemption Day following that period, these redemption requests will be met in priority to later requests.

A Shareholder may not withdraw his request for redemption of Shares except in the event of a suspension of the dealings of a Class or Sub-Fund or a suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Shares to be redeemed in a specific Class or Sub-Fund and, in such event, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Registrar and Transfer Agent before the termination of the period of suspension. If the request is not so withdrawn, the Company shall proceed to redeem the Shares on the first applicable Redemption Day following the end of the suspension of dealings of the relevant Class or Sub-Fund or the suspension of calculation of the Net Asset Value of the Shares of the relevant Class or Sub-Fund.

If the net assets of the relevant Sub-Fund or Class on any particular Valuation Day fall at any time below the minimum level determined by the Board of Directors pursuant to article 25 of these Articles of Incorporation, the Company, at its discretion, may redeem all the Shares then outstanding in the relevant Sub-Fund or Class. All such Shares will be redeemed at the Net Asset Value per Share less any liquidation or other costs incurred.

The Company will notify the Shareholders of the relevant Sub-Fund and Class(es) prior to the effective date for the compulsory redemption by sending a notice directly to the relevant Shareholders at the address contained in the register of Shareholders. The notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the redemption operations.

The Company may at any time compulsorily redeem Shares from Shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of Shares in the Company (such as a Prohibited Person), any given Sub-Fund or Class, pursuant to the procedure set forth in article 10 of these Articles of Incorporation and the Prospectus. Further, a compulsory redemption may be effected for any or no reason, including, but without limitation, if the Board consider that a Shareholder's continued holding of Shares in the Company would (either on his, her or its own or in conjunction with the holdings of other Shareholders) result in pecuniary, taxation, legal or regulatory disadvantages to the Company or its Shareholders as a whole or where any of the representations given by a Shareholder in any application form were, or are, not true or cease to be true. Moreover, if the Minimum Holding Amount in a Class of one given Sub-Fund, as set out in the Prospectus, is not maintained due to a transfer or conversion or redemption of Shares, the Company may compulsorily redeem the remaining Shares at their current Redemption Price (after deduction of redemption fees and charges if any) and make payment of the redemption proceeds to the respective Shareholder. All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. The Board of Directors may in its sole discretion decide from time to time that Shareholders are entitled to request the conversion of whole or part of their Shares of any Class in any Sub-Fund into another Class in the same Sub-Fund or a different Class of any other existing Sub-Fund, provided that the Board of Directors may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and the frequency of conversions between certain Classes and/or Sub-Funds; and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine. If the Board of Directors decide to allow conversions of Shares, this possibility shall be mentioned and detailed in the Company's Prospectus. In any case, the right of any Shareholder to require the conversion of its Shares will be suspended during any period in which the determination of the Net Asset Value of the relevant Class and/or Sub-Fund is suspended by the Company or the dealings of the relevant Class and/or Sub-Fund is suspended by the Company pursuant to article 12 of these Articles of Incorporation. However, the Board of Directors may, in its absolute discretion, agree, whether generally or in a particular case, to waive this restriction and permit conversion of Shares during any determination of dealings pursuant to article 12. The price of the conversion shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the relevant Classes and/or Sub-Funds concerned, determined on the same relevant Valuation Day or any other day as determined by the Board of Directors and in accordance with the provisions of article 11 of these Articles of Incorporation and the rules laid down in the Prospectus. Conversion fees may be imposed upon the Shareholder(s) asking for the conversion, at the rate provided for in the Prospectus or as otherwise determined on a case by case basis by the Board of Directors at their absolute sole discretion.

If as a result of any request for conversion, the aggregate Net Asset Value of the Shares held by a Shareholder in any Class and/or Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus, the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class and/or Sub-Fund. Further, if on any Redemption Day conversion requests pursuant to this article 9 exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number of Shares in issue of a specific Class or Sub-Fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the relevant Sub-Fund. On the next Redemption Day following that period, these conversion requests will be met in priority to later requests but always subject to the approval of the Board of Directors. Moreover, if the minimum capital amount, as determined by the Board of Directors in the best interest of the Shareholders, in respect of a Class of one given Sub-Fund, is not maintained due to a conversion of Shares, the Company may compulsorily redeem the remaining Shares at their current Net Asset Value and make payment of the redemption proceeds to the respective Shareholders. The original Shares which have been converted into Shares of another Class of the same or another Sub-Fund shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares and the transfer of Shares. Shares are available to Well-Informed Investors only. During the Initial Offering Period the Class B Shares shall be closed for subscription to all others except for FINEXT

Consultants Limited. Following the Closing Date FINEXT Consultants Limited may at any time transfer any proportion of the Class B Shares owned by it to any other Well-Informed Investor.

The Board may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any legal person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may, inter alia, be detrimental to the Company, its Shareholders or one given Class or Sub-Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically but without limitation, the Board may restrict the ownership of Shares in the Company by any Prohibited Person and US Persons.

For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person or a US Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shares rests in a Prohibited Person or a US Person, or whether such registration or transfer will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person or a US Person; and

(c) decline to accept the vote of any Prohibited Person or a US Person, at any meeting of Shareholders of the Company; and

(c) where it appears to the Company that any Prohibited Person or US Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(i) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of such Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of Shareholders.

(ii) The price at which each such Share is to be purchased (the "Purchase Price") pursuant to the Purchase Notice shall be an amount equal to eighty five per cent (85%) of the Net Asset Value per such Share of the relevant Class of the relevant Sub-Fund as calculated with respect to the relevant Valuation Day in relation to the Redemption Day specified by the Board of Directors for the redemption of Shares in the Company.

(iii) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank.

The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value per Share. The Net Asset Value per Share of each Class and/or Sub-Fund shall be calculated by the Central Administrative Agent under the responsibility of the Board of Directors upon the frequency set forth in article 12 of these Articles of Incorporation and the Prospectus and at least once a year (each a Valuation Day) in accordance with Luxembourg law and the generally accepted accounting principles of Luxembourg.

The Net Asset Value per Share of each Class and/or Sub-Fund will be expressed in the Reference Currency as specified in the Prospectus. The Board of Directors may however decide to calculate the Net Asset Value per Share for certain Sub-Funds and/or Classes in the Other Denomination Currency as detailed in the Prospectus. The Net Asset Value calculated in the Other Denomination Currency is the equivalent of the Net Asset Value in the Reference Currency converted at the exchange rate prevailing on the relevant Valuation Day.

The Net Asset Value per Share of each Class in each Sub-Fund on any Valuation Day is determined by dividing (i) the net assets of that Sub-Fund attributable to such Class, being the value of the portion of that Sub-Fund's gross assets less the portion of that Sub-Fund's liabilities attributable to such Class (including charges, if applicable and any profit made or

loss incurred in connection with any currency hedging related to the Shares), on such Valuation Day, by (ii) the number of Shares of such Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The total Net Asset Value of the Company is equal to the sum of the net assets of the various activated Sub-Funds translated into EUR (or such other Reference Currency as otherwise stipulated in the Sub-Fund Supplements) at the rates of exchange prevailing in Luxembourg on the relevant Valuation Day. In determining the Net Asset Value per Share, income and expenditure are treated as accruing daily. The accounts of the Subsidiaries of the Company will (to the extent required under applicable accounting rules and regulations) be consolidated with the accounts of the Company at each Valuation Day and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below.

The Subscription Price and the Redemption Price of the different Class(es) will differ within each Sub-Fund as a result of the differing fee structure and/or distribution policy of each Class. The Subscription Price, Redemption Price and conversion price are calculated to four 4 decimal places.

The assets of the Company shall be determined as follows:

a) The value of the liquid asset, bills or notes payable on demand and accounts receivable, prepaid expenditures, dividends and interest announced or come to maturity not yet affected, will be constituted by the nominal value of these assets, except if it turns out however unlikely that this value could be affected and in the latter case, the value will be determined by subtracting a certain amount that the Company deems appropriate to reflect the real value of these assets.

b) The value of securities that are listed or traded on a stock exchange will be determined following their last-known price.

c) The value of securities that are traded on a regulated market will be determined in a manner as close as possible to that contained in the preceding paragraph.

d) The unlisted securities in respect of which such a valuation is not readily available, in the opinion of the Board as advised by the Portfolio Manager, will be valued at fair value which is best estimated at transaction price and in the absence of any reliable estimate of the fair value, as determined at the sole discretion of the Board, the initial value shall be costs and thereafter with any reduction or increase in value (as determined by the Board as advised by the Portfolio Manager) to reflect the true value thereof in compliance with the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines issued by the EVCA, the BVCA and AFIC in March 2005 and revised in October 2006 and September 2009;

e) The units and/or shares of undertaking for collective investments and any private equity fund, will be evaluated on the basis of latest known net asset value.

f) For each Sub-Fund, securities whose value is expressed in a currency other than the currency of the Sub-fund in question will be converted to the relevant currency based on the average price between the last available bid / ask price in Luxembourg or, failing that, on the market that is most representative for these securities.

g) Payments made and received by the Sub-fund under swap contracts will be updated on the valuation date at the zero-coupon swap rate corresponding to the maturity of these payments. The value of the swaps will then be equal to the difference between the two updates.

h) Sums paid by the Sub-fund for Total Return Swaps are updated on the valuation date at the zero-coupon swap rates corresponding to the maturity of these sums. The sum received by the protection buyer, which corresponds to a combination of options, is also updated, and is a function of a number of parameters, notably including the price, volatility and probability of inadequacy of the underlying asset. The value of Total Return Swaps thus equals the difference between the two updated sums described above.

In calculating the value of any security, the Central Administrative Agent may rely upon such automatic pricing services as it shall reasonably determine or, if so instructed by the Company, it may use information provided by particular pricing services, brokers, market makers or other intermediaries. In such circumstances, the Central Administrative Agent shall not, in the absence of fraud, negligence or wilful default on its part, be liable for any loss suffered by reason of any error in the calculation of the security resulting from any inaccuracy in the information provided by any such pricing service, broker, market maker or other intermediary.

Notwithstanding the foregoing, the Board of Directors as advised by the Portfolio Manager may follow some other appropriate method of valuation if they consider that in the circumstances such other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of any investment. The Board of Directors are entitled to exercise their reasonable judgement in determining the value to be attributed to assets and liabilities of the Company and, provided they act bona fide in the interest of the Company as a whole, such valuation is not open to challenge by current or previous shareholders of the Company..

The Net Asset Value per Share of each Class in each Sub-Fund will be expressed in the currency of the relevant Class.

None of the Board of Directors, the Company, the Central Administrative Agent, the Custodian, the Portfolio Manager shall have any liability in the event that any price or valuation, used in good faith in connection with the above procedures proves to be an incorrect or an inaccurate estimate or determination of the price or value of any part of the property of the Company.

The Board of Directors, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company and/or its Sub-Funds in compliance

with Luxembourg law. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the Net Asset Value calculation.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of the Issue, the Redemption and the Conversion of Shares. With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a year, at a frequency determined by the Board of Directors and specified in the Prospectus as well as on each day by reference to which the Board of Directors approves the pricing of an issue, a redemption or a conversion of Shares, provided that this is in compliance with applicable laws and regulations, such date or time of calculation being referred to herein as a Valuation Day. Subject to prior notice being sent to the Commission de Surveillance du Secteur Financier (Luxembourg), the Company may, (i) suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund, Class and/or may (ii) suspend the dealings in the issue, redemption or conversion of its Shares to and from its Shareholders. Such decisions may be taken in the following cases:

(1) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company or such Sub-Fund quoted thereon;

(2) during the existence of any political, economic, military or monetary state of affairs including (without limitation) delays in settlement or registration of securities transactions, which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company or any Sub-Fund(s) would be impracticable or would materially prejudice to the interests of the holders of Shares or would, in the opinion of the Board of Directors, prevent a fair price for the assets of the Company being calculated;

(3) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any market or stock exchange may not be determined as rapidly and/or as accurately as required;

(4) during any period when the Company is unable to repatriate monies for the purposes of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on the redemption of such Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal prices or normal rates of exchange, or is rendered impracticable;

(5) during any period when the Board of Directors in their sole discretion determine that it is undesirable or impracticable for the Company to value some or all of its assets or when the Board of Directors determine in good faith that such suspension or extension is in the best interests of the Company;

(6) during any period when the Company is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Company (or one of its Sub-Funds) is proposed; or

(7) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company or any Sub-Fund(s) cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained;

The suspension of the calculation of the Net asset Value of any particular Sub-Fund and/or Class shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per Share or on the issue, redemption and conversion of Shares of any Class and/or Sub-Fund that is not suspended.

Any application for subscription, redemption or conversion of Shares shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the NAV of the Shares to be subscribed, redeemed or converted in a specific Class and/or Sub-Fund and, in such event, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Registrar and Transfer Agent before the termination of the period of suspension, failing which subscription, redemption applications not withdrawn will be processed on the first Subscription Day and/or Redemption Day (as applicable) following the end of the suspension period, on the basis of the Net Asset Value per Share applicable to such Subscription Day and/or Redemption Day (as applicable).

Any such suspension of (i) dealings or (ii) the determination of the Net Asset Value shall be publicised, if appropriate, by the Company and shall take effect at such time as the Board of Directors shall declare and, thereafter, there shall be no issues or redemptions or conversions or, where relevant and as the case may be, determination of NAV until the Board of Directors shall declare any such suspension to be at an end. The Company may postpone payment of redemption proceeds to persons whose Shares have been redeemed prior to such suspension until after the suspension is lifted. Notice of any suspension will be given without delay to any Shareholder tendering his Shares for redemption or who has tendered Shares for redemption and to whom full payment of the proceeds has yet to be remitted.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three and not more than seven who need not be Shareholders. They shall be elected for a term not exceeding six years. In case a Director is elected without any indication on the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election. Upon expiry of its mandate, a Director may seek reappointment.

Subject to the paragraphs below the Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders, which shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

The holders of Class B Shares shall subject to a simple majority vote of all holders of Class B Shares be exclusively entitled to propose to the general meeting of Shareholders (i) a list (the "A List") containing the names of candidates for the position of member of the Board of Directors and (ii) a list (the "B List") containing the names of candidates for the position of chairman of the Board of Directors. The members of the Board of Directors shall be appointed out of the A List and the chairman of the Board of Directors shall be appointed out of the B List.

If no A List and/or B List has been proposed by the holders of Class B Shares in accordance with the provisions of this Article 13, then any holder of no less than 10% of any Shares shall be entitled to nominate for election a person to be appointed to the Board of Directors and/or as chairman of the Board of Directors.

If no A List and/or B List has been proposed by any holder of no less than 10% of any Shares in accordance with the provisions of this Article 13, then any Shareholder shall be entitled to nominate for election a person to be appointed to the Board of Directors and/or as chairman of the Board of Directors at any duly convened general meeting of Shareholders.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at such general meeting of the Shareholders. Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by a general meeting of the Shareholders. The Director removed will remain in function until its successor is elected and takes his functions where the removal of such Director would lead to a breach of the minimum number of Directors required under these Articles of Incorporation.

In the event of a vacancy in the office of Director, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The chairman will be appointed by the general meeting of Shareholders in accordance with the provisions of Article 13. The first chairman may be appointed by the first general meeting of Shareholders.

The Board of Directors may choose one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any Director, at the registered office of the Company or as the case may be from time to time in any such other place indicated in the notice of such meeting if all members of the Board of Directors consent to such other place in advance..

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings. Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 10 Business Days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing or by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication, of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues. Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or similar means of communications equipment complying with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorised to vote by video or by telephone.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors. The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors are present or represented. The first duly convened meeting of the Board of Directors may deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors and the chairman are present or represented.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the board meetings; each Director shall approve such resolution in writing, by telefax or any other similar means of communication.

Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in article 18 of these Articles of Incorporation and the Prospectus. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors and the chairman or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company (or of any other person (s)) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers. The first person entrusted with the daily management may be appointed by the first general meeting of Shareholders.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate. The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the corporate and investment policy for the investments and the course of conduct of the management and business affairs of each Sub-Fund of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in the Prospectus, in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Sub-Funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 19. Portfolio Management and Investment Advisors. The Company may appoint any number of portfolio Managers to manage, under the overall control and responsibility of the Board of Directors, the securities portfolio of the various Sub-Funds of the Company.

The Company may furthermore appoint any number of investment advisors with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for the Company and otherwise advise the Company with respect to asset management in relation to the Company in general and/or a specific Sub-Fund. The powers and duties of the Portfolio Manager and the investment advisor as well as their remuneration will be described in portfolio management agreement and/or investment advisory agreement to be entered into by the Company and the relevant Portfolio Manager and/or investment advisor (as the case may be).

Art. 20. Conflict of Interest. Any kind of conflict of interest is to be fully disclosed to the Board of Directors. The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

The Directors of the Company, the Directors of the Portfolio Manager and any affiliate thereof, its members and staff may engage in various business activities other than the Company's and/or the Portfolio Manager's business, including providing consulting and other services (including, without limitation, serving as director) to a variety of partnerships, corporations and other entities, not excluding those in which the Company invests. However, the Directors of the Company, the directors of the Portfolio Manager and its members will devote the time and effort necessary and appropriate to the business of the Company. The Directors of the Company, the directors of the Portfolio Manager and any affiliate thereof, its members and staff may also invest and trade for their own accounts. Because the Directors of the Company and the directors of the Portfolio Manager, the members and affiliates of the Portfolio Manager can have other accounts managed by them, the interests of the Company and other accounts, in the selection, negotiation and administration of investments, may conflict. Although it is aimed to avoid such conflicts of interest, the Directors, the Portfolio Manager and its members will however attempt to resolve all arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given circumstances. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract

or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company shall advise the Board of Directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. At the next following general meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company or of the Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

Art. 21. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 22. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company. The Company may have a sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its Shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

If there is only one Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class to which they belong. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. A general meeting has to be convened at the written request of the Shareholders, which together represent at least one tenth (10%) of the capital of the Company at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or such other place in Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of the meeting, on any date between the first and fifteenth day of June each year. If such day is not a Business Day, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as all Shares are in registered form, Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letters at least ten(10) days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or in the manner as stated in the application form of the Shareholders. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting. To the extent required by Luxembourg law, further notices will be published in the Mémorial and in one Luxembourg newspaper. The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders representing at least one tenth of the share capital in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) Business Days before the date of the meeting.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the Shareholders agree to another agenda.

Each Share of whatever Class in whatever Sub-Fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram or facsimile transmission, such person need not be a Shareholder and may be a Director of the Company.

Each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour, or against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) Business Days prior to the general meeting of Shareholders they relate to. The Shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented regardless of the proportion of the capital represented. When the Company has a sole Shareholder, his decisions are written resolutions.

Art. 24. General Meetings of Shareholders of Sub-Fund, Class. The Shareholders of a Sub-Fund or Class issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-Fund, Class.

The provisions set out in article 24 of these Articles of Incorporation as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies (as amended from time to time) shall apply to such general meetings. Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the Shareholders of any Sub-Fund or Class vis-à-vis the rights of the Shareholders of any other Sub-Fund or Class shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Sub-Fund or Class in compliance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

Art. 25. Termination, Division and Amalgamation of Sub-Funds or Classes. In the event that for any reason the value of the net assets of any Sub-Fund and/or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors (in its sole discretion) to be the minimum level for such Sub-Fund and/or Class to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Sub-Fund and/or Class would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund and/or Class, or as a matter of economic rationalisation, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class at their Net Asset Value per Share (subject to actual realisation prices of investments and realisation expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing. The Shareholders of the Sub-Fund and/or Class concerned may, unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, continue to request redemption of their Shares free of charge (but subject to actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption. Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-fund and/or Class.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders of any Sub-Fund and/or Class may, upon proposal from the Board of Directors, resolve to redeem all the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class and to refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (subject to actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders, which shall resolve at the simple majority of those present and represented.

Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse des Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled by the Company.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this article 25, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund and/or Class to those of another existing Sub-Fund and/or Class within the Company

or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Sub-Fund and/or Class within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to redesignate the Shares of the relevant Sub-Fund and/or Class as Shares of another Sub-Fund and/or Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article 25 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this article 25, the Board of Directors may decide to reorganise a Sub-Fund and/or Class by means of a division into two or more Sub-Funds and/or Classes. Such decision will be published in the same manner as in the first paragraph of this article 25 (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new Sub-Funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, such a reorganisation of a Sub-Fund and/or Class within the Company (by way of an amalgamation or division) may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the relevant Sub-Fund and/or Class. There shall be a quorum requirement of Shareholders representing at least fifty one per cent (51%) of the Company's share capital of the relevant Sub-Fund and/or Class for such general meeting and it will decide upon such an amalgamation or division by resolution taken at the simple majority of those present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Sub-Fund and/or Class to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this article 25 or to another Sub-Fund and/or Class within such other undertaking for collective investment shall, require a resolution of the Shareholders of the Sub-Fund and/or Class concerned, taken with a 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Shares present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such Shareholders who will have voted in favour of such amalgamation.

Art. 26. Designated Investment and Designated Investment Shares. Notwithstanding the provisions of Article 25 above and under the circumstances described in the Prospectus, the Directors may, in their absolute discretion and on any Business Day, allocate investments that they deem illiquid or otherwise not freely tradable (a "Designated Investment") to special Classes of Shares (the "Designated Investment Shares") in accordance with these Articles of Incorporation. A separate class of Designated Investment Shares will be created for each such investment. At the time a Designated Investment is designated, a pro rata portion of Shares from each Class of Shares of the relevant Sub-Fund (other than the newly created Designated Investment Shares) having an aggregate net asset value equal to the fair value (which may be at cost at the absolute sole discretion of the Board of Directors) of the Designated Investment will be exchanged for a new Class of Designated Investment Shares which represents the Designated Investment, and such exchanges will be treated as a deemed redemption of the Shares exchanged. Any management fee, performance fee or expenses attributable to the Shares being exchanged shall become due upon such exchange. Any loss carryforward attributable to such exchanged Shares will be applied to the corresponding Designated Investment Shares. Each Designated Investment will be valued at its fair value (which may be cost at the absolute sole discretion of the Board). Once a Class of Designated Investment Shares is issued, the investment relating to that Class of Shares of that Sub-Fund will not be considered as assets attributable to any other Class and will be ignored in the calculation of the Net Asset Value of any other Class;

If after a particular Designated Investment is designated as such by the Board of Directors in their absolute sole discretion, and an additional Designated Investment from the same issuer or otherwise substantially related to the particular Designated Investment (a "Follow-On Investment") is acquired by the Company, the Board of Directors may, in their absolute sole discretion, treat the Follow-On Investment as relating to the original Designated Investment and, therefore, issue Designated Investment Shares related to the Follow-On Investment solely to holders of Designated Investment Shares who initially participated in the original Designated Investment.

The Directors, in their absolute discretion, may determine that a Designated Investment should no longer be allocated to a Class of Designated Investment Shares. Upon such determination or on any sale, liquidation, distribution to Shareholders or other disposition of such investment, all Designated Investment Shares in the applicable Class will be automatically converted into Shares of the Class and/or Sub-Fund into which the holders of such Designated Investment Shares initially invested (or, in the event that such Members are no longer holding Shares of that initial Class, into such Class determined by the Board of Directors), to be held by such Shareholders pro-rata to their holding in the Designated Investment Shares.

The Board of Directors shall, at their discretion, accrue, charge or waive any expenses, fees and other charges relating to the Designated Investment Shares as further specified for in the Prospectus.

Redemptions may only be made with respect to Shares and not Designated Investment Shares, accordingly any Shareholder who wishes to redeem all of its shares will generally be required, at the absolute sole discretion of the Board,

to continue to participate in any Designated Investment in respect of which they hold Designated Investment Shares as of the date of the proposed redemption until the particular Designated Investment is sold or deemed sold.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty first day of December of the same year.

Art. 28. Distributions. For any Class entitled to distribution, the general meeting of Shareholders of the relevant Class issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of a Sub-Fund and/or Class shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions. For any Class entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. In any case, no distribution may be made if, after the declaration of such distribution, the Company's capital is less than the minimum capital imposed by the 2007 Law.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of Shareholders. Dividends will be declared in the Reference Currency but, for the convenience of Shareholders, payment may be made in a currency chosen by the Shareholder (at their cost and foreign exchange risks).

Distributions will be made in cash, however, the Board of Directors may, at their sole discretion, decide to make in-kind distributions/payments. Any such distributions/payments in kind will be valued in a report established by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law the costs of such report will be borne by the relevant investor.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund and/or Class.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final Provisions

Art. 29. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector.

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law. If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find another bank to be custodian in place of the retiring Custodian, and the Board of Directors shall appoint such bank as custodian of the Company's assets. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 32 of these Articles of Incorporation. Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles of Incorporation, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5 of these Articles of Incorporation; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders, which shall determine their powers and the compensation.

The liquidator(s) must be approved by the Luxembourg supervisory authority.

The net product of the liquidation of each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the Shareholders of each Sub-Fund in proportion to the number of Shares, which they hold in that Sub-Fund. The amounts not claimed by the Shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2007 Law; as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory Dispositions

The first Financial Year will begin on the date of the formation of the Company and will end on the thirty first day of December 2013 and the first full set of the audited annual accounts will be prepared for the period up to or ending on the thirty first day of December 2014.

The first annual general meeting of Shareholders will be held in June 2014.

Subscription and Payment

The initial capital is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by six hundred (600) fully paid up Shares acknowledged in the notarial deed of the undersigned notary and has been subscribed as follows:

FINEXT Consultants Limited, above named, subscribes for six hundred (600) Shares at the applicable subscription price.

The initial capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the Company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) as has been proved to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary declares that the conditions enumerated in article 26 of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies (as amended) are fulfilled.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its incorporation, are estimated at approximately three thousand Euro.

Extraordinary General Meeting of Shareholders

The above named person, representing the entire subscribed capital and acting as Shareholder of the Company pursuant to Article 23 of the Articles of Incorporation, have immediately taken the following resolutions:

1. The following are elected as Directors for a period of one year ending on the date of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2014:

- Mr. Gábor Futó
- Ms. Tracey McDermott
- Mr. Alex Vilchez

2. The initial chairman of the Board of Directors shall be Mr. Gábor Futó;

3. The following is elected as independent auditor for a period ending on the next annual general meeting of Shareholders to be held in 2014: Deloitte Audit S.à.r.l, with its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

4. The registered office of the Company is established at 15A Avenue J.F. Kennedy L-1855 Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, status and residence, the appearing persons signed together with the notary the present original deed.

Signé: T. McDERMOTT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 31 octobre 2013. Relation: LAC/2013/4972. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Référence de publication: 2013156628/956.

(130192259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2013.

Luxembourg Fund Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 159.693.

L'an deux mille treize, le trente octobre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de «LUXEMBOURG FUND SERVICES», société anonyme, ayant son siège social au 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 159693, constituée suivant un acte reçu par le

notaire Jean-Joseph WAGNER de résidence à Sanem, en date du 17 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 591 du 30 mars 2011, (ci-après la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX notaire instrumentant, en date du 20 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1998 du 17 août 2013.

L'Assemblée a été ouverte sous la présidence de Monsieur Giacomo PESSANO, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Valérie WESQUY, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Décision d'augmenter le capital social à concurrence de quatre-vingt-quatorze mille euros (EUR 94'000.-) pour le porter de son montant actuel de cinq cent mille euros (EUR 500'000.-) à cinq cent quatre-vingt-quatorze mille euros (EUR 594'000.-) par la création et l'émission de neuf cent quarante (940) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

2. Renonciation de certains actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.

3. Souscription des actions nouvelles à émettre par Monsieur Massimo Longoni, demeurant 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, à concurrence de 470 (quatre cent soixante-dix) actions et par Maître Alex Schmitt, demeurant professionnellement 22-24 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, à concurrence de 470 (quatre cent soixante-dix) actions; libération intégrale des actions souscrites au moyen de versements en numéraire sur le compte numéro LU27 0080 2209 6110 2001 de la Société auprès de Banque de Luxembourg.

4. Modification subséquente de l'alinéa premier de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter la prédite augmentation de capital et lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE EUROS (594.000.- EUR) représenté par CINQ MILLE NEUF CENT QUARANTE (5940) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune. »

5. Divers.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires éventuellement représentés, ainsi que le nombre d'actions que chacun d'entre eux détient sont repris sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera annexée au présent acte pour être soumise simultanément à l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires éventuellement représentés, signées «ne varietur» par les personnes présentes et le notaire instrumentant, seront également annexées au présent acte pour être soumises simultanément à l'enregistrement.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette Assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés avant cette assemblée.

Après délibération, l'Assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale extraordinaire décide d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence de quatre vingt-quatorze mille euros (EUR 94'000.-) pour le porter de son montant actuel de cinq cent mille euros (EUR 500'000.-) à cinq cent quatre-vingt-quatorze mille euros (EUR 594'000.-) par la création et l'émission de neuf cent quarante (940) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Après que certains des actionnaires actuels aient déclaré renoncer totalement ou partiellement à leur droit de souscription préférentiel, l'Assemblée générale déclare admettre:

- Monsieur Massimo LONGONI, demeurant au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg,
 - Maître Alex SCHMITT, demeurant professionnellement au 22-24 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg,
- à la souscription des neuf cent quarante (940) actions nouvelles comme mieux détaillé ci-après.

Souscription et Libération

De l'accord de tous les actionnaires, les neuf cent quarante (940) actions nouvelles sont souscrites à l'instant même comme suit:

- Monsieur Massimo Longoni, prénommé,	
Quatre cent soixante-dix actions	470
- Maître Alex Schmitt, prénommé,	
Quatre cent soixante-dix actions	470
Total: neuf cent quarante actions	940

Tous représentés aux présentes par Madame Valérie WESQUY prénommée, lesquels déclarent en outre avoir libéré lesdites actions nouvelles par apport en espèces à concurrence d'un montant total de quatre-vingt-quatorze mille euros (EUR 94.000).

Il résulte d'une attestation bancaire que la somme de QUATRE VINGT QUATORZE MILLE EUROS (EUR 94'000.-) est dorénavant à la libre disposition de la Société comme ceci est certifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital ci-avant intervenue.

Par conséquent, l'article 5, alinéa premier des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE EUROS (594.000.- EUR) représenté par CINQ MILLE NEUF CENT QUARANTE (5940) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont évalués à environ EUR 1.500 (mille cinq cents euros).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date que dessus.

Lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et domicile, ces derniers ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. PESSANO, V. WESQUY, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 05 novembre 2013. Relation: RED/2013/1844. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 06 novembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013156112/94.

(130191119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Stibbe Avocats S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 181.426.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-cinq octobre,

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. Dirk Leermakers S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.282,

ici représentée par son gérant Me Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

2. Paul Tulcinsky S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.788,

ici représentée par M^e Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

3. GÉRALD ORIGER S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.223,

ici représentée par M^e Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

4. DDO S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.697,

ici représentée par M^e Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le représentant des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises en même temps aux formalités d'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

«I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Stibbe Avocats S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), par la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, modifiée dernièrement par la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale (la Loi sur la Profession d'Avocat), ainsi que par les présents statuts (les Statuts). La dénomination de la société sera toujours suivie de la mention «Avocats à la Cour au barreau de Luxembourg».

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par une résolution du conseil de gérance de la Société (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est l'exercice de la profession d'avocat, en conformité avec la Loi sur la Profession d'Avocat et les dispositions réglementaires et déontologiques applicables.

3.2. Dans la mesure où ces activités ne contreviennent pas à l'article 3.1. des présentes, la Société peut contracter des emprunts, prêter des fonds, consentir des garanties et sûretés, et, de manière générale, effectuer toutes opérations nécessaires ou utiles à l'exercice de son activité ainsi qu'à la fructification de son patrimoine, en ce compris prendre des participations à titre d'investissement dans d'autres sociétés, et effectuer toutes transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un (1) ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une (1) ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales ne pourront être détenues par ou cédées qu'exclusivement à une personne remplissant les conditions pour être associé dans une personne morale exerçant la profession d'avocat au Grand-Duché de Luxembourg, conformément à la Loi sur la Profession d'Avocat. A défaut, il sera procédé soit à la mise en liquidation de la société, soit au changement de son objet social et à son omission du tableau de l'Ordre des avocats auprès du barreau de Luxembourg.

6.3. Toute cession de parts sociales sera en outre soumise aux dispositions de la Loi et de l'article 1690 du Code Civil.

6.4. En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé ou, le cas échéant, le conjoint survivant, sous réserve de leur agrément par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales appartenant aux survivants.

Les héritiers, ayants droit ou le conjoint survivant ne remplissant pas les conditions pour exercer la profession d'avocat au sein de la Société devront céder leurs parts aux associés survivants, conformément aux dispositions du présent article 6. A défaut, la Société peut, nonobstant leur opposition, décider de les racheter à la valeur nette comptable conformément à l'article 189 de la Loi.

En cas de perte par un associé de la qualité de professionnel en exercice, la Société continuera entre les autres associés, et l'associé ayant perdu la qualité de professionnel en exercice sera tenu de céder ses parts soit aux autres associés, soit encore à un ou plusieurs autres cessionnaires remplissant les conditions pour être associés tels qu'énoncés à l'article 6.2. A défaut, la Société peut, soit décider de racheter les parts de l'associé concerné à la valeur nette comptable conformément à l'article 189 de la Loi, soit il sera procédé à la mise en liquidation de la Société, soit encore au changement de son objet social et à son omission du tableau de l'Ordre des avocats auprès de barreau de Luxembourg.

Tous les droits rattachés aux parts sociales de l'associé décédé ou ayant perdu la qualité de professionnel en exercice seront suspendus d'office à dater de la date du décès ou de la perte de la qualité de professionnel en exercice, jusqu'à régularisation conformément aux dispositions légales et statutaires.

6.5. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.6. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres (le Conseil) nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants doivent obligatoirement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une résolution des associés.

7.3. Les gérants désigneront l'un d'entre eux en tant que «Managing Partner», investi des pouvoirs de gestion journalière de la Société.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social décrit à l'article 3 des présentes.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par une résolution du Conseil à un (1) ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un (1) gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg

Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(ii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion avant ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iii) Un gérant peut donner une procuration écrite à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(iv) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(v) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants, et, en ce qui concerne les actes de gestion journalière et ceux dont la valeur ne dépasse pas cent cinquante mille euros (EUR 150.000), par la signature individuelle du Managing Partner.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par une résolution du Conseil.

Art. 9. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 10. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

10.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés) dans le cas où le nombre d'associés est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, Quorum, Majorité et Procédure de vote.

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des assemblées.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter aux Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 11. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

11.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

11.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

11.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

11.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

11.5. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra chaque année le troisième mardi de juin à 15h00 au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un Jour Ouvrable), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 12. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

12.1. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un (1) ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

12.2. Les opérations de la Société seront supervisées par un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

12.3. Les associés nommeront le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises le cas échéant et détermineront leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises pourront être réélus.

Art. 13. Affectation des bénéfices.

13.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

13.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

13.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un (1) ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

14.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

15.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

15.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

15.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un (1) original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.»

Disposition Transitoire

La premier exercice social débutera à la date du présent acte et se terminera le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

1. Dirk Leermakers S.à r.l., précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trois mille cent vingt-cinq (3.125) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trois mille cent vingt-cinq euros (3.125,- EUR);

2. Paul Tulcinsky S.à r.l., précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trois mille cent vingt-cinq (3.125) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trois mille cent vingt-cinq euros (3.125,- EUR);

3. Gérald ORIGER S.à r.l., précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trois mille cent vingt-cinq (3.125) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trois mille cent vingt-cinq euros (3.125,- EUR); et

4. DDO S.à r.l., précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trois mille cent vingt-cinq (3.125) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trois mille cent vingt-cinq euros (3.125,- EUR).

La somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à approximativement mille quatre cents Euros (1.400,- EUR).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Dirk Leermakers S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.282;

- Paul Tulcinsky S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.788; et

- Gérald ORIGER S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.223.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite au représentant des parties comparantes, il l'a signé avec le notaire instrumentant.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of October,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Dirk Leermakers S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 153.282,

here represented by its manager Me Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. Paul Tulcinsky S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 169.788,

here represented by Me Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

3. Gérald ORIGER S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 167.223,

here represented by Me Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

4. DDO S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 178.697,

here represented by Me Dirk Leermakers, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such powers of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as described above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

"I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Stibbe Avocats S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), the amended law of August 10, 1991 on the profession of lawyer, last amended by the law of December 16, 2011 on the practice of the profession of lawyer in the form of a legal person (the Legal Profession Act), and these articles of incorporation (the Articles). The name of the company shall always be followed by the words "Attorneys-at-law at the Luxembourg Bar".

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles as set out in article 10.2 (vii) hereof.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the practice of the profession of lawyer, in accordance with the Legal Profession Act and all applicable regulatory and ethical provisions.

3.2. To the extent that these activities do not violate article 3.1. hereof, the Company can borrow money, lend funds, grant guarantees and securities, and generally, carry out all operations necessary or useful in order to conduct its business activities and to increase its value, including the acquisition of participations as investment in other companies, and carry out all transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one (1) or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased one (1) or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles as set out in article 10.2 (vii) hereof.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares may be held exclusively by or transferred to a person meeting the conditions in order to be a shareholder in a legal person practicing the profession of lawyer in the Grand Duchy of Luxembourg, in accordance with the Legal Profession Act. Failing this, the company will either be put into liquidation or its corporate object will be modified and the company will be omitted from the register of the Bar Association of the Luxembourg bar.

6.3. Any transfer of shares will be moreover subject to the provisions of the Law and to article 1690 of the Civil Code.

6.4. In the event of death of a shareholder, the Company will continue between the surviving shareholders and the heirs or successors of the deceased shareholder or, as the case may be, the surviving spouse, subject to their approval by the shareholders representing at least three quarters of the shares belonging to the survivors.

The heirs, successors or the surviving spouse who do not meet the conditions in order to practice the profession of lawyer within the Company will have to transfer their shares to the surviving shareholders, in accordance with the provisions of this article 6. In the absence of such transfer, the Company can, notwithstanding their objection, decide to redeem the shares at net book value in accordance with article 189 of the Law.

In the event of loss by a shareholder of the capacity of practitioner, the Company will continue between the other shareholders, and the shareholder having lost the capacity of practitioner will be required to transfer his shares either to the other shareholders, or otherwise to one or more other transferees meeting the conditions in order to be shareholders such as set out in article 6.2. In the absence of such transfer, the Company can, either decide to redeem the shares of the concerned shareholder at net book value in accordance with article 189 of the Law, or the Company will be put into liquidation, or its corporate object will be modified and the company will be omitted from the register of the Bar Association of the Luxembourg bar.

All rights attached to the shares of the deceased shareholder or the shareholder having lost the capacity of practitioner will be suspended automatically as from the date of death or loss of the capacity of practitioner, until regularization in accordance with applicable legal and statutory provisions.

6.5. A register of shareholders is kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request.

6.6. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of at least two members (the Board) appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers must be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

7.3. The managers shall appoint one of them as the "Managing Power", entrusted with the daily management of the Company.

Art. 8. Board of managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object set forth in article 3 hereof.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one (1) or more agents by a resolution of the Board.

8.2 Procedure

(i) The Board meets upon the request of at least one (1) manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board is given to all the managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(ii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iii) A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(iv) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(v) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by one of these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vi) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of two managers and, as regards acts of daily management and those the value of which is not in excess of one-hundred and fifty thousand Euros (EUR 150.000), by the sole signature of the Managing Partner.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by a resolution of the Board.

Art. 9. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and Shareholders circular Resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions) in case the number of shareholders of the Company is less than or equal to twenty-five (25).

(ii) Where resolutions are adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the specific text of the resolution(s) to be adopted shall be sent to each shareholder, and each shareholder shall sign the resolution(s). Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one- half (1/2) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices of the meetings.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one- half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles can be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 11. Financial year and Approval of annual accounts.

11.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

11.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

11.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office of the Company.

11.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

11.5. When there are more than twenty-five (25) shareholders in the Company, the annual General Meeting will be held each year on the third Tuesday of June at 3 p.m. at the registered office of the Company, and if this day is not a business day for banks in Luxembourg (a Business Day), on the following Business Day at the same time and place.

Art. 12. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

12.1. When there are more than twenty-five (25) shareholders in the Company, the operations of the Company are supervised by one (1) or several commissaire(s) aux comptes, whether or not shareholders.

12.2. The operations of the Company are supervised by one (1) or more réviseurs d'entreprises, when so required by law.

12.3. The shareholders will appoint the commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises, if any, and will determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The commissaire(s) aux comptes/réviseurs d'entreprises may be reelected.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders shall determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last

financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by a resolution of the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

15.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one (1) original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time."

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

1. Dirk Leermakers S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of three thousand one hundred twenty-five euro (EUR 3,125.-);

2. Paul Tulcinsky S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of three thousand one hundred twenty-five euro (EUR 3,125.-);

3. Gerald ORIGER S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of three thousand one hundred twenty-five euro (EUR 3,125.-); and

4. DDO S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and to pay them up in full by a contribution in cash in an amount of three thousand one hundred twenty-five euro (EUR 3,125.-).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entire subscribed share capital of the Company, passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period of time:

- Dirk Leermakers S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 153.282;

- Paul Tulcinsky S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 169.788; and

- Gérald ORIGER S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 167.223.

2. The registered office of the Company is set at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French followed by an English version and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The present deed having been read to the representative of the appearing parties, he signed it together with the undersigned notary.

Signé: D. LEERMAKERS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2013. Relation: LAC/2013/49751. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 novembre 2013.

Référence de publication: 2013156291/534.

(130190945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Revel Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 169.930.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 10 octobre 2013 que les modifications suivantes ont été adoptées:

- Administrateurs:

* Monsieur Patrick Meunier, demeurant au 25 B Boulevard Royal, Forum Royal, 4^{ème} étage, L-2449, Luxembourg, a été nommé administrateur avec effet immédiat et pour ce, pour une durée de 4 ans.

* Madame Anna De Meis, demeurant au 25 B Boulevard Royal, Forum Royal, 4^{ème} étage, L-2449, Luxembourg, a été nommée administrateur avec effet immédiat et pour ce, pour une durée de 4 ans.

- Commissaire aux comptes:

La société MRM Consulting S.A. (RCS n° B56.911), 25B boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a été nommée Commissaire aux comptes avec effet immédiat et pour ce, pour une durée de 4 ans.

Les mandats susvisés prendront donc fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013143034/21.

(130174534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

SCP Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143808/9.

(130174850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Steel Invest & Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 82.516.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Steel Invest & Finance S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013143798/12.

(130174979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Sebino Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 137.311.

Les statuts coordonnés au 09/10/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 11/10/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013143811/12.

(130174799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

SAACEL, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 105.119.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143801/9.

(130175015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

SE LUX 2013, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 35, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 155.386.

Les statuts coordonnés au 7 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013143810/11.

(130175552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Serden & Associés s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant.

R.C.S. Luxembourg B 171.291.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143817/10.

(130175089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

**JFA & Interfaces Est., Société à responsabilité limitée,
(anc. PE développement Sàrl).**

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 144.285.

L'an deux mille treize, le dix-sept septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Didier GETTO, gérant de sociétés, né à Villerupt (France) le 02 mai 1963, demeurant à F-57100 Thionville, 18, avenue Albert 1^{er} (France),

2.- Monsieur Joseph PARRILLA, consultant, né à Metz (France), le 7 février 1968, demeurant à F-57525 Talange, 27, rue Pasteur (France), et

3.- Madame Marie BOUNOUGHHAZ, employée privée, née à Metz (France), le 14 mars 1972, demeurant à F-57525 Talange, 27, rue Pasteur (France),

ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de trois (3) procurations lui substituées, lesquelles après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "PE développement S.à r.l.", avec siège social à L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 144.285, a été constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en date 18 décembre 2008, publié au Mémorial C numéro 348 du 17 février 2009. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, en date du 27 juillet 2012, publié au Mémorial C numéro 2195 du 4 septembre 2012.

- Que les parties comparantes sont les seules et uniques associées actuelles de ladite société et qu'elles s'est réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate qu'en vertu de deux (2) cessions de parts sociales sous seing privé, en date du 30 juin 2013, approuvée par les associées conformément à l'article sept (7) des statuts et considérée comme dûment signifiée à la société, conformément à l'article 1690 du code civil et à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales, les cinq cents (500) parts sociales représentatives du capital social sont détenues comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales
1.- Monsieur Didier GETTO,	125
2.- Monsieur Joseph PARRILLA	125
3.- Madame Marie BOUNOUGHHAZ	250
Total:	500

Le cessionnaire est propriétaire des parts sociales lui cédées à partir de la date de la cession.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en JFA & Interfaces Est, et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société prend la dénomination de JFA & Interfaces Est."

Frais

Tous les frais et honoraires des présentes, évalués à la somme de huit cent cinquante euros, sont à charge de la société, et les associés s'y engagent personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER .

138720

Enregistré à Grevenmacher, le 20 septembre 2013. Relation GRE/2013/3810. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013141453/55.

(130172838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Infomail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 8A, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 60.600.

—
Extrait du Conseil d'administration du 23 septembre 2013

Le Conseil d'administration

- prend acte de la décision de MM. Paul Lenert et Jos Hoffmann de démissionner comme membres du conseil d'administration d'Infomail S.A.

Le Conseil d'administration décide, conformément aux dispositions statutaires, de:

- coopter Madame Hjoerdis Stahl, née le 3 avril 1966 à Ponce, Porto Rico, adresse professionnelle 38, Place de la Gare, L-2998 Luxembourg, avec effet immédiat comme membre du Conseil d'administration d'Infomail S.A.

- coopter Monsieur Roland Schiltz, né le 17 janvier 1968 à Luxembourg, Luxembourg, adresse professionnelle 38, Place de la Gare, L-2998 Luxembourg, avec effet immédiat comme membre du Conseil d'administration d'Infomail S.A.

- faire ratifier leur cooptation par la prochaine Assemblée générale, leurs mandats venant ainsi conjointement à échéance avec celui des autres administrateurs lors de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2018.

Le Conseil d'administration d'Infomail S.A. décide de nommer Monsieur Paul Peckels Vice-Président.

Le Conseil d'administration d'Infomail S.A. est donc composé comme suit:

- M. Claude Strasser, Président, représentant de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
- M. Paul Peckels, Vice-Président, représentant de Saint-Paul Luxembourg S.A.
- M. Claude Hansen, administrateur délégué, représentant de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
- M. Paul Meyers, administrateur, représentant de Saint-Paul Luxembourg S.A.
- M. Fabio Morvilli, administrateur, représentant de Editus S.A.
- M. Roland Schiltz, administrateur, représentant de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
- Mme Hjoerdis Stahl, administrateur, représentant de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
- M. Jeannot Theis, administrateur, représentant de Saint-Paul Luxembourg S.A.
- M. Marc Weyer, administrateur délégué, représentant de Saint-Paul Luxembourg S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013142131/30.

(130173278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Foncière- T.M.G.F. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 89.276.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143450/9.

(130174641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Viking Finance Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 114.838.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143129/10.

(130174412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.
